

efficace de la volonté du peuple; que nous pouvons encore garder les rênes de l'administration face au nombre croissant et à la complexité des problèmes. Cela ne sera jamais facile, mais assurément possible si nous voulons nous souvenir des paroles de sir Winston Churchill qui déclarait, à la Chambre des communes britanniques en 1911, que l'encombrement du Parlement est un mal, mais que la futilité du Parlement est un mal mortel. Si nous en tenons compte, il ne sera peut-être pas exagéré de dire qu'il est dans l'intérêt du gouvernement et de l'opposition, et certes du Parlement lui-même, de veiller à ce que la vingt-septième législature expédie les travaux, et les expédie avec compétence.

Ces dernières années, monsieur l'Orateur, on a tenté par tous les moyens de définir et de faire valoir un concept significatif et historiquement valable de l'unité canadienne. Le discours du trône s'inspire du même esprit. Le concept de partenaires égaux dans la Confédération, reconnaissant la dualité de nos origines, est bien mieux compris, et je dirais accepté dans beaucoup plus de milieux que jamais auparavant. Permettez-moi de dire, à titre d'observation personnelle, qu'à mon avis le mérite de ce progrès revient à notre premier ministre (M. Pearson). (*Applaudissements*)

Je suis convaincu que les députés travailleront plus qu'ils ne l'ont fait dans le passé à faire valoir ce concept. C'est principalement sur nous, ici, au lieu de rencontre des dix provinces, que doit retomber le devoir de faire respecter et de renforcer l'unité canadienne. Un trop grand nombre parmi nous avons, dans le passé, failli à nos responsabilités à cet égard, laissant à certains rédacteurs de journaux canadiens, journalistes et hommes politiques provinciaux le soin de dire à nos concitoyens ce qui a été fait à cet égard. J'espère que cela changera.

Certaines personnes essaient de nous faire croire, monsieur l'Orateur, que le fait français et le fait anglais sont irréconciliables, que l'un ne peut prospérer qu'au détriment de l'autre. A mon sens, cette façon de raisonner est aussi périmée, aussi pessimiste que l'autre selon laquelle les intérêts du patronat et du salariat sont irréconciliables. Ce sont là des théories du dix-neuvième siècle qui ne devraient plus avoir leur place de nos jours. Elles auront leur place, monsieur l'Orateur, si nous n'avons pas l'imagination qu'il faut pour concevoir d'autres pensées en ce qui concerne nos relations comme personnes et producteurs. Nous avons fait des progrès dans le passé, surtout ces dernières années.

[M. Faulkner.]

Toutefois, pour trouver une solution au problème que pose le dualisme canadien—problème qui, paradoxalement, offre des perspectives prodigieuses—il ne faut pas considérer sans cesse l'expérience européenne. Nous devons examiner les faits canadiens; nous devons chercher à connaître les réalités les plus authentiques et les plus précieuses de nos propres traditions et, à partir de là, nous devons chercher à créer avec plus d'originalité et de courage que nous en avons témoigné jusqu'ici. Pour résumer, monsieur l'Orateur, nous avons plagié pendant trop longtemps d'autres pays dans nos efforts pour nous créer une identité nationale.

Malheureusement, on a tendance à confondre inutilement unité canadienne et relations fédérales-provinciales. Certains prétendent qu'on appuie sincèrement l'idée de partenaires égaux au sein de la Confédération dans la mesure où on est prêt à voir la compétence des provinces—et en particulier celle de la province de Québec—s'élargir aux dépens de l'autorité fédérale. Je rejette complètement ce point de vue.

A mon avis, monsieur l'Orateur, nous prouverons notre sincérité en acceptant de voir plus de Canadiens français occuper de hauts postes, en fait les plus hauts, dans la fonction publique fédérale et des postes de commande au sein de nos forces armées.

Comme le dit le discours du trône:

...il est extrêmement important que les Canadiens de toutes les régions du pays voient dans Ottawa sa vraie capitale où ils peuvent se sentir chez eux.

A cet égard, monsieur l'Orateur, voici l'engagement que prend le gouvernement:

A cette fin, mon gouvernement continuera de travailler à accroître le caractère bilingue de la fonction publique. La capitale nationale devrait refléter de plus en plus la nature de la société canadienne.

Dans la mesure où nous remplirons cette promesse on trouvera la meilleure preuve de notre désir d'être partenaires au sein de la Confédération. Et maintenant, monsieur l'Orateur, j'aimerais également exprimer certaines craintes que partagent, j'en suis sûr, bon nombre de mes commettants. Il s'agit de la voie que les conférences fédérales-provinciales font prendre à notre système fédéral. Je n'ai pas l'intention de critiquer ce qui s'est passé jusqu'ici, mais j'estime que le moment est venu de nous demander si la conférence fédérale-provinciale est encore la meilleure façon de résoudre les problèmes pressants de notre système fédéral.